



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET, Marie-Hélène SANTARELLI, Rabii YOUSSEF

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone - Déclaration de projet

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n° 14857 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'autorisation du système d'endiguement constitué en rive gauche de la Mosson, entre la RD 116^{E1} et le Thôt à Lattes, ainsi que les dossiers d'enquête préalables à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général et parcellaire. Le Conseil a également autorisé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation et à requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants.

Ce projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone a donc fait l'objet d'une procédure d'enquêtes publiques conjointes, préalables à l'autorisation environnementale, à la déclaration d'utilité publique (DUP), à la déclaration d'intérêt général et enquête parcellaire, du 16 septembre au 17 octobre 2019.

Conformément aux stipulations de l'article L126-1 du Code de l'environnement, il convient de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération.

Cet article L126-1 stipule : « *La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1 et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. En outre elle comporte les éléments mentionnés au I de l'article L. 122-1-1 du code de l'environnement.* ».

1. Objet de l'opération

Le principe du projet d'aménagement de la basse vallée de la Mosson consiste à conserver et restaurer les Zones d'Expansion des Crues (ZEC) et à réguler les débordements de la Mosson dans la plaine en rive gauche pour protéger les secteurs habités et les zones d'activités.

Pour atteindre ces objectifs, le programme d'aménagement retenu consiste à :

- supprimer le risque de rupture des digues de la Mosson par surverse ;
- renforcer et aménager la digue en rive gauche qui participe à la régulation dynamique des débordements de la Mosson ;
- araser les digues qui contrarient l'expansion des crues ;
- améliorer le ressuyage de la plaine en rive gauche.

Ces aménagements permettent de reconnecter le lit mineur de la Mosson à la ZEC rive gauche tout en diminuant les niveaux de submersion qui étaient liés au cloisonnement de la plaine par les digues. C'est l'objet même de l'aménagement qui permet de décroiser la basse vallée, de retrouver ainsi un fonctionnement plus naturel entre lit mineur et lit majeur, de baisser les niveaux de submersion et au final de mettre hors d'eau les secteurs à enjeux.

2. Justification de l'intérêt général

Au regard de l'équilibre des grandes masses financières entre le coût du projet et le coût des dégâts qu'il

permettra d'éviter en cas de crues, des bénéfices en termes de sécurité des habitants de Lattes concernés et actuellement gravement exposés, et du bilan écologique positif du projet, ce dernier peut être reconnu d'intérêt général car il répond de manière adaptée à un enjeu majeur de sécurité publique, tout en ne présentant aucun inconvénient significatif sur le plan environnemental ou social.

3. Avis de l'autorité environnementale

La Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) de la Région Occitanie a émis un avis sur le dossier du projet le 6 juin 2018.

La synthèse de cet avis est la suivante : *« Le projet de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson s'insère dans le programme d'aménagement du bassin versant du Lez et des étangs palavasiens et constitue un impératif au regard de la sécurité des personnes et des biens. Ses objectifs sont :*

- la protection des principaux enjeux urbains existants dans la plaine,*
- la diminution du temps de ressuyage de la plaine en rive gauche,*
- la non-aggravation des inondations en rive droite.*

Compte tenu des éléments présentés, l'étude d'impact apparaît globalement proportionnée aux enjeux environnementaux mais demeure toutefois insuffisamment développée en ce qui concerne les mesures d'évitement et de réduction pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité du projet au regard de l'environnement.

La MRAe recommande par conséquent d'apporter des précisions sur ces mesures et de compléter le dossier par l'ensemble des informations détaillées ci-après. (...).»

Ces précisions et compléments demandés concernent notamment le volet « Préservation de la biodiversité » de l'étude d'impact, dont le souhait d'une étude plus fine de l'ensemble des gîtes à Rollier. Cette étude a été réalisée par un bureau d'études écologie et présentée à la DREAL Occitanie qui l'a validée.

L'étude d'impact a également été complétée, avant l'enquête, sur l'ensemble des points demandés par l'Autorité environnementale.

4. Avis des collectivités territoriales

Par délibération n° Del2019-189 du 18 septembre 2019, la Commune de Lattes a émis un avis favorable sur le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson.

Par délibération n° 2019DAD095 du 22 octobre 2019, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone a émis un avis favorable sur le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson, sous réserve d'obtention d'engagements précis et de réponses argumentées de la Métropole sur les dispositions suivantes :

- « Des habitations se trouvent dans ce secteur d'épandage des crues et donc en zone rouge du PPRI, mais nous n'avons pas de données précises sur les hauteurs d'eau qui impacteront par la suite ces maisons après une nouvelle crue de type de celle de septembre 2003, octobre 2014 et octobre 2016. Il en est de même pour notre station d'épuration qui ne sera désormais plus protégée par les digues de la planche. Ces données et les modélisations correspondantes doivent donc être connues.*
- La suppression de la digue au niveau du Thôt va pour sa part entraîner l'inondabilité de la parcelle située au pied de la décharge, qu'en sera-t-il des lixiviats, seront-ils entraînés dans l'étang ?*

- *Le ressuyage après crue est également à étudier de près, les modalités de nettoyage et reconstruction des roubines aux Pouzols ou des passages busés sous la RD185 sont donc à préciser et doivent faire l'objet d'engagements de travaux précis.*
- *Ce dossier ne peut également être disjoint de la question du gué de la planche. Un projet existe depuis des années mais il n'est toujours pas financé. Sa réalisation étant désormais de la compétence de la Métropole, il importe que ces travaux soient réalisés concomitamment à ceux de modification des digues.*
- *Des travaux sont prévus sur le déversoir de la Mosson, la nature de ces travaux doit être elle aussi bien précisée pour garantir de vrais apports permanents d'eau douce dans l'étang de l'Arnel.*

Les réponses à ces questions ont été apportées par la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

5. Résultat de la concertation du public

Le commissaire enquêteur a rencontré la Métropole et lui a communiqué les observations orales ou écrites consignées dans un rapport de synthèse. 25 observations ont été émises.

Elles sont organisées selon les thématiques suivantes :

- Protection des habitations et des installations (STEP, routes ...),
- Préservation des cultures,
- Risque d'aggravation des inondations en rives droite et gauche,
- Nettoyage et curage des cours d'eau,
- Consolidation des berges et chemins,
- Désenvasement et vidange de l'étang de l'Arnel,
- Propositions de travaux complémentaires,
- Propositions de modification du projet.

Les réponses à ces questions ont été apportées par la Métropole au commissaire enquêteur à l'issue de la remise par celui-ci du procès-verbal de synthèse de l'enquête.

Le 12 novembre 2019, le commissaire enquêteur émet un avis favorable sur :

- la demande d'autorisation environnementale, assorti des recommandations suivantes :

1) que préalablement à la réalisation du projet et ensuite d'une façon régulière, la Métropole fasse procéder aux travaux de nettoyage de la Mosson et des ouvrages hydrauliques encombrés de sédiments, végétation et déchets divers afin d'améliorer les conditions d'écoulement des eaux et d'éviter la formation d'embâcles,

2) que soit vérifié pour l'ancienne décharge du Thôt, le bon fonctionnement du dispositif actuel de récupération et d'évacuation des lixiviats et qu'il soit si nécessaire amélioré pour éviter la contamination de la zone humide de 12 ha projetée, de la nappe et des cours d'eau voisins,

3) que soient appliquées les recommandations formulées par l'Autorité environnementale dans son avis du 6 juin 2018 concernant notamment les précautions à prendre en phase travaux et en phase d'exploitation courante pour le suivi de la qualité des eaux (Mosson, étang de l'Arnel, zone humide), la préservation de la ripisylve, la reconstitution d'espaces végétalisés et la protection de la biodiversité.

- l'enquête parcellaire,
- l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (DUP),
- et l'enquête préalable à la déclaration d'intérêt général (DIG)

toutes relatives à l'opération d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson.

6. Nature et motifs des principales modifications apportées au projet

Il n'y a pas de modifications apportées au projet soumis à l'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déclarer d'intérêt général le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson à Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone ;
- solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault le prononcé de l'arrêté d'autorisation du système d'endiguement ci-dessus, de l'arrêté d'utilité publique et le prononcé de l'arrêté de cessibilité, avec la procédure d'urgence, des parcelles concernées par les aménagements telles que définies dans l'enquête parcellaire ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-108444-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.